

membre du PCF, proposaient qu'une nouvelle configuration fût adoptée dans l'avenir, qui envisageait de réunir « en grappes », ou « en trèfles », correcteurs et typos sur un plateau unique. [Je dois avouer que j'ai oublié si les typos continuaient de saisir la compo – sans doute devaient-ils saisir encore quelque peu.] Trois ou quatre typos et un correcteur réunis dans une sorte de mini-pool : nous serions bien surveillés ! Dans ce système, nous assurait-on, la correction-lecture serait effectuée sur papier et les corrections réalisées sur le texte par la « grappe » ; ce qui était visé, à l'évidence, c'était la fusion des tâches !

Les premières réunions se sont très mal passées avec la direction ; le directeur technique, depuis peu dans la presse et voyant arriver un nouveau secrétaire correcteur, crut pouvoir impressionner notre délégation en faisant de l'esbroufe. Et nous étions très isolés ; n'oublions pas qu'à *France-Soir*, à cette époque-là, les militants – un typo et un photographeur – qui, plus tard, opérèrent la rupture de l'Inter tenaient le haut du pavé. C'est cette équipe de *France-Soir* qui, à partir de 1993, a tenté de prendre la direction de l'Inter, après avoir mis les rotos en minorité et fait démissionner le secrétaire presse typo ; ils sont le noyau d'origine de la Coordination des quatre syndicats qui, aujourd'hui encore, essaie de détruire le Comité intersyndical et le remplacer par un syndicat d'industrie.

Considérant que les conditions minimales de la négociation n'étaient pas réunies, plusieurs fois je levai la séance et finis par refuser de rencontrer ledit directeur.

En fin de parcours, le secrétaire de l'Inter intervenant auprès du SPP, la négociation reprit avec un interlocuteur plus poli et, peu à peu, avec l'arrivée du Macintosh, l'affaire s'envasa dans des conversations interminables. Pour finir, et seulement après la modernisation du *Figaro*, la correction à *France-Soir* s'effectua sur le plateau des journalistes et sur écran. Les trèfles durent être fauchés par ceux qui les avaient semés, heureusement pour nous !

3. Le cadre du *Monde*

Une autre affaire où nous reçûmes également un appui indispensable des rotos, du secrétariat de l'Inter et de quelques autres, par exemple les électromécaniciens, fut l'affaire du cadre du *Monde*.

Quelques semaines après que j'ai été élu de nouveau secrétaire, mon prédécesseur me fit savoir que la direction technique du *Monde* désirait rencontrer, en réunion informelle, la direction du Syndicat des correcteurs. Je m'étais résolu à accepter cette étrange manière – pour un syndicaliste – de négocier avec le patronat ; j'avais en effet compris que les vraies conversations avaient lieu au cours de ces rencontres non officielles, et la catégorie qui aurait négligé de prendre des contacts préalables aurait été placée « dans le vent », comme on disait à l'époque, et méprisée, en outre, pour ce que tous considéraient comme de l'infantilisme politique...

Le directeur technique du *Monde*, un ancien imprimeur héliographe, ayant gravi les échelons hiérarchiques à Bayard Presse chez les cathos, peut-être pour des raisons politiques, marin de vocation, avait une conception fortement autoritaire et paternaliste des relations avec les salariés⁴. Il souhaitait nommer un cadre pour remplacer celui qui partait.

Je n'étais pas opposé au nom proposé, répondis-je, mais je rappelai les us et coutumes de la correction qui voulaient que l'équipe puisse suggérer un nom. Ce à quoi la direction répondit qu'elle n'entendait pas que les correcteurs votent sur un candidat. Je rétorquai qu'il n'était pas dans les attributions

du secrétaire délégué d'empêcher une équipe de voter. Ça commençait bien ! Mais j'ajoutais que le candidat de la direction pouvait être élu, parce qu'il paraissait compétent. Evidemment, la direction souhaitait un cadre qui lui permettrait de voir ce qui se passait à la correction, parce qu'en fait elle ne voyait rien...

Comme on pouvait s'y attendre, le camarade en question ne fut pas élu ! Sans doute parce que l'équipe apprit que la direction le promotionnait. Malheureusement, notre directeur-imprimeur-marin-démocrate chrétien refusa de s'incliner et entendit le nommer malgré tout. Je crois bien que ce brave homme ne comprenait pas ce que nous lui racontions lorsque nous parlions de paritarisme et de concertation ; pour lui, le paritarisme consistait à faire avaliser les décisions patronales.

Je réussis à bloquer provisoirement l'affaire en demandant une commission paritaire. Notre directeur-marin fut totalement sidéré de constater que la convention collective l'obligeait à surseoir à toute décision avant la tenue de la commission, et je crois qu'il ne comprit plus rien du tout lorsque le syndicat patronal accepta de siéger dans une commission paritaire qui jugerait de ses décisions...

Six commissaires – trois patronaux, trois ouvriers – présidés par le président de la commission technique du SPP. Heureusement les rotos, qui tenaient beaucoup à pouvoir contrôler la nomination des cadres, sentirent le danger pour tout le monde et mandatèrent le secrétaire de l'Inter pour nous soutenir.

Je souriais *in petto* en saluant, à l'entrée de la salle de commission, le directeur-marin qui avait réalisé qu'il allait devoir défendre son point de vue devant des quasi-juges dont trois représentaient des catégories ouvrières – notre homme avait réellement l'impression de marcher sur la tête.

En tout cas, nous finîmes par obtenir une sentence qui précisait qu'en vertu des us et coutumes de la profession la catégorie ouvrière pouvait présenter trois candidats parmi lesquels la direction choisirait. C'était reconnaître notre bon droit. La direction du *Monde* dut avaler la couleuvre ; son candidat fut nommé cadre administratif...

Sans le soutien des rotos, des électros et du secrétaire de l'Inter, nous aurions été battus, peut-être même que la direction, s'assoyant sur la convention, aurait nommé un cadre selon le fait du prince, pour montrer son autorité à peu de frais ; seul le rapport de force représenté par les ouvriers de l'impression a pu lui faire respecter la convention ; quant aux typos, alors très forts, surtout au *Monde*, c'est neutres et goguenards qu'ils avaient suivi l'affaire...

4. La modernisation de *la Tribune*

Même genre de problème lors de la modernisation de *la Tribune*. L'élégant Bernard VILLENEUVE informa un beau matin l'Inter qu'il allait moderniser ce quotidien économique selon la modèle d'un canard catalan nommé *El Correo de Cataluña*. Après diverses réunions interminables, nous apprîmes qu'il n'y avait pas de correcteurs sur les Ramblas et donc...

Ledit VILLENEUVE n'est d'ailleurs pas un mauvais bougre ; il ne faisait pas de sentiment et avait mandat de réduire les frais de fabrication. Il tapait là où il pensait que la résistance serait la moindre.

Même scénario : seuls la solidarité des rotos et l'appui du secrétaire de l'Inter permirent de faire revenir les correcteurs dans le circuit de la copie.

C'est durant cette période, vers 1989-1990, que se constitua la coalition des graphiques – rotos, typos, correcteurs, AFP, bureau parisien des cadres.